

CONVALESCENCE DE BOUTEFLIKA :**Sellal appelé à combler le vide**

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, qui assumait déjà, depuis sa nomination en septembre 2012, de maintenir la visibilité de l'exécutif sur la scène politique, voit les contingences politiques lui adjoindre une nouvelle lettre de mission : l'animation de la vie institutionnelle. Avec la maladie du Président Bouteflika, obligé d'observer une convalescence qui risque d'être longue, il est appelé à faire en sorte que le vide ne soit pas trop perceptible.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Dès lors qu'il a été choisi pour rendre visite, en compagnie du chef d'état-major de l'ANP, au Président Bouteflika à l'hôpital parisien les Invalides, où il suit une réadaptation fonctionnelle, séquelle de son AVC du 27 avril dernier, le Premier ministre a compris que c'est à lui qu'il revenait de se poser en vitrine politique du pouvoir, tout le temps que durera la convalescence du chef de l'Etat. Par le discours mais surtout dans l'action.

Le système ayant visiblement fait le choix de ne pas jouer une séquence présidentielle avant avril 2014, il lui faut donc faire en sorte que soit maintenue, du moins en tout cas, l'illusion d'une vie politique normale. Et au Premier ministre, qui, déjà, jouissait de la compétence exclusive des sorties sur le terrain, dans le cadre des visites dans les wilayas, qu'échoit d'assumer le rôle plus prépondérant de chef d'orchestre politique.

Un rôle auquel il s'essaie sans attendre. Sitôt rentré de la wilaya d'El Bayadh, qu'il a visitée jeudi, Abdelmalek Sellal a enchaîné hier samedi par une allocution d'orientation devant le bureau du Conseil national économique et social (CNES), réuni à Alger. La solennité du ton qu'il semble avoir troquée, depuis jeudi, contre ses digressions récurrentes, voire excessives, ne laisse aucun doute

sur le nouveau rôle pour lequel il se destine. Certains voient même, à tort, peut-être, dans cette mutation dans l'attitude et le discours du Premier ministre l'entame d'un marketing politique pour un destin meilleur.

Conjecture hâtive, soit, mais il n'empêche qu'elle découle du constat juste que Sellal a entrepris de combler le vide généré par la longue absence de Bouteflika. Pour sûr, au demeurant, que ce nouveau rôle sera plus palpable au fil des semaines, voire des mois.

Mardi dernier, outre une opération de communication, plutôt ratée, tant est qu'elle a plus soulevé de questions qu'elle en a apporté de réponses, le message délivré est que c'est dans l'action



Photo : New Press.

du Premier ministre que s'incarnera la continuité de la vie institutionnelle. Une action qui se voudra assurément suffisamment soutenue qu'elle ne devrait laisser aucun limbe par laquelle échapperaient de nouveau les interroga-

tions autour de la vacance du pouvoir. Car, dans la logique du pouvoir, la question relative à la santé du chef de l'Etat et de sa capacité à finir son mandat actuel est réglée depuis mercredi, après les images montrées à la télévision.

D'ailleurs, la communication officielle sur le sujet s'est arrêtée immédiatement après la diffusion de ces images. Même le Premier ministre a manqué à sa promesse de livrer davantage de détails.

S. A. I.

FNA**Moussa Touati plébiscité pour une candidature aux présidentielles**

Lors de la 2^e session de son conseil national élargi, le Front national algérien (FNA), a plébiscité son président Moussa Touati, en vue de briguer un mandat à la magistrature suprême du pays. Plus de 200 délégués, issus de toute l'Algérie, se sont réunis à la salle de conférence, de la Munatec de Tipasa durant les journées des 14 et 15 juin derniers.

M. Touati avait abordé, lors de ce conclave, la maladie du président Bouteflika estimant qu'«on ne peut hypothéquer l'avenir de l'Algérie

parce que le Président est dans l'incapacité de gouverner depuis près de 60 jours. De ce fait, le Conseil constitutionnel devra trancher dans les meilleurs délais quant à l'application des dispositions de l'article 88 de la Constitution et prononcer l'incapacité de diriger le pays pour cause de maladie».

«Le président Bouteflika est réellement malade, on n'a pas le droit de tergiverser autour de cette incapacité de gouverner. Nous ne reconnaissons aucune décision prise en

son nom depuis la France», a clamé Touati.

La résolution de politique générale de cette 2^e session du conseil national du FNA a entériné le vœu des délégués de voir Moussa Touati présenter sa candidature à la présidence de la République. Touati, dira à ce propos que «le choix du peuple est prépondérant. Je respecterai la confiance dont nos militants m'ont investi, mais aussi, le choix du peuple. Si telle est sa volonté, je me porterai candidat, si Dieu le veut».

Larbi Houari

AMAR GHOU L DEVANT LES CADRES DE SON PARTI DE LA CAPITALE**«TAJ est fidèle aux hommes et aux institutions»**

Amar Ghoul, le président du parti Tadjamoue Amel El Djazaïr (TAJ) est pour toutes formes de «rapprochement avec les partis politiques qui mettent les intérêts de l'Algérie au-dessus de toute considération». «Nous sommes un parti politique autonome et nous tendons notre main à tous les partenaires politiques», a indiqué le président de TAJ devant les cadres de son parti de la wilaya d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Devant les cadres de son parti, Amar Ghoul a affirmé que «l'Algérie avait besoin de tous ses enfants et de la cohésion de son peuple pour être immunisée contre les tentatives d'ingérence étrangère».

C'est dans ce cadre qu'il dira que l'Algérie «ne peut être bâtie par une seule personne ni par un seul parti, encore moins par une seule institution». «Notre pays a besoin de tous ses fils, comme ce fut le cas lors de la glorieuse Révolution qui avait fédéré toutes les volontés au service de l'objectif commun d'indépendance», a-t-il poursuivi.

Le président de TAJ a exhorté les partis politiques à unir leurs efforts et à se hisser «à la hauteur du capital historique du pays». S'élevant contre ceux qui

«veulent marchander avec le pays», M. Ghoul a souligné que l'Etat-nation pour lequel aspire l'Algérie «se fonde sur l'homme, principal moteur du développement et de la sécurité». «Il est temps que les compétences retrouvent la place qui est la leur dans notre pays. Tout le monde est concerné pour construire notre pays», a ajouté l'intervenant.

Amar Ghoul a indiqué que sa formation valorise tout ce qui a été réalisé depuis 1962 à ce jour. «Nous veillerons à combler les insuffisances dans un cadre serein et organisé», a-t-il précisé, en estimant que «la sécurité du pays et sa stabilité sont des acquis qu'il faille impérativement sauvegarder afin de pouvoir relever les différents défis notamment, économiques, car



Photo : Samir Sid

ce secteur reste étroitement dépendant des revenus des hydrocarbures, d'où sa fragilité». Développant la philosophie de son parti, Amar Ghoul a expliqué que celui-ci repose sur la profondeur humaine. «Notre jeune formation est un parti rassembleur et la diversité constitue sa force.

Elle œuvre à l'édification de l'homme intègre, positif et équilibré, imprégné des valeurs nationales et universelles», a-t-il indiqué, ajoutant que «TAJ» œuvre à «édifier une Algérie sécurisée, stable, forte, développée et leader parmi les différentes nations». L'autre sujet évoqué

par le président de TAJ est celui relatif à l'échéance présidentielle prochaine.

C'est dans ce cadre qu'il dira que «notre parti, se prépare activement à ce rendez-vous électoral et qu'en tant que parti, nous allons peser de tout notre poids dans cette bataille électorale, car nous considérons que nous serons une équation importante dans ce domaine».

«Nous sommes fidèles à nos principes, comme nous sommes fidèles à tous ceux qui portent l'Algérie dans leur cœur qu'ils soient des personnes (hommes) ou des institutions».

En démocratie, chacun «est libre de se porter candidat», a-t-il expliqué. Le président de TAJ a également annoncé que son parti a installé une commission nationale de réflexion chargée de faire des propositions d'amendement de la Constitution, dans le but «de consolider les missions et rôles des différentes institutions de l'Etat, d'encourager les espaces de communication et de promouvoir les libertés».

A. B.